
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 21/3 (1994)

DOI: 10.11588/fr.1994.3.59107

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Großbritanniens ging, er eine Zerstörung des britischen Empire zu diesem Zeitpunkt nicht beabsichtigte und die »Friedensappelle« an London daher durchaus ernstzunehmen sind.

In seinem Bemühen, sich den Intentionen Hitlers verstehend anzunähern, gerät Lukacs allerdings zunehmend in eine bedenkliche Schiefelage, da er die Distanz gegenüber seinem Objekt verliert. Aus dem totalitären Diktator wird bei ihm zunehmend der an den Aufbau Europas denkende, den Frieden suchende, realpolitisch handelnde »Staatsmann« (S. 252) und harmlose, vegetarische Kost bevorzugende deutsche Biedermann, der vom Obersalzberg aus die Schönheit der Natur bewundert und sich rührend um die innere Ausgestaltung seines Domizils bemüht. Ist es da noch ein Zufall, daß Lukacs im gleichen Atemzug die Vorliebe Churchills erwähnt, täglich Champagner zu trinken? (S. 238) Klingt da nicht sogar ein leises Bedauern an, daß Hitler nach seiner »großen« (S. 262) Reichstagsrede am 19. Juli sein erstrebtes Ziel, Frieden mit Großbritannien zu schließen, verfehlte, während es Churchill nach dem unbarmherzigen Schlag gegen die französische Flotte bei Oran gelang, die Briten hinter sich zu sammeln? Wirken derartige gewollte oder nachlässige Formulierungen irritierend, so überschreitet Lukacs die Grenze des Geschmacklosen, wenn er das NS-Regime völlig undifferenziert als in gewisser Hinsicht »demokratisch« und »modern« (S. 84) kennzeichnet und sich zu der Aussage versteigt: »Modern war dieses Regime, weil Hitler und die Nazis an die unbegrenzten Möglichkeiten deutscher Technik glaubten; und auch ihre rassistische Ideologie entsprang weder alten völkischen Vorurteilen als vielmehr gewissen Erkenntnissen und Entdeckungen der »modernen« Biologie« (S. 85). Lukacs' Darstellung, die mit ihren provozierenden Thesen mitunter durchaus anregend wirkt, wird durch derartige Aussagen zu einem Ärgernis, da sie den bereits erreichten Stand der Forschung über den verbrecherischen Charakter des NS-Regimes bewußt oder unbewußt zu relativieren versucht und in den Bereich bedenklicher Fehlinterpretationen abgleitet.

Rainer LAHME, Passau

Neutralität und totalitäre Aggression. Nordeuropa und die Großmächte im Zweiten Weltkrieg. Hg. von Robert BOHN, Jürgen ELVERT, Hain REBAS und Michael SALEWSKI, Stuttgart (Franz Steiner) 1991, 436 p. (Historische Mitteilungen der Ranke-Gesellschaft, Beiheft 1).

A l'occasion du cinquantième anniversaire de l'invasion du Danemark et de la Norvège, le 9 avril 1940, l'Université Christian-Albrecht de Kiel a organisé, en 1990, un symposium international et ce sont les communications présentées pour la circonstance que réunit ce volume de 436 pages. Les vingt-quatre textes ainsi rassemblés, les uns en allemand, les autres en anglais, sont l'œuvre de spécialistes venus non seulement des deux Allemagnes mais encore du Danemark, d'Estonie, de Finlande, de Grande-Bretagne, de Norvège et de Suède. Manquent peut-être au tour d'horizon une contribution française et une soviétique. La palette proposée est néanmoins des plus riches.

Les thèmes abordés sont d'une grande diversité. Le rideau se lève sur le facteur politique. Jörgen WEIBULL montre les orientations distinctes du Danemark, de la Norvège et de la Suède. La Scandinavie n'est pas une communauté d'intérêts solidaires. Patrick SALMON souligne que le peu d'attention prêtée à cette partie de l'Europe par la Grande-Bretagne l'a mal préparée à y exercer un regain d'influence lorsqu'elle en a perçu tardivement l'avantage. Hain REBAS entraîne le lecteur en Estonie, prise dans un étau pendant un demi-siècle entre l'Allemagne et l'Union soviétique.

S'ouvre ensuite l'histoire militaire. Hans-Martin OTTNER rappelle le rôle de promoteur joué par la Kriegsmarine dans l'intervention en Scandinavie. Pour que Hitler s'y résolve, il a fallu pourtant l'incident de l'*Altmark*. Magne SKODVIN analyse la nature différente des intérêts britanniques et français ainsi que les engrenages internationaux dont la Norvège a été la victime et non l'enjeu. Quant à Thomas MUNCH-PETERSEN, il s'élève contre la thèse stali-

nienne selon laquelle la politique nordique de Londres aurait été d'inspiration antisoviétique. Thomas RÖPSTORFF dépeint la position de la Finlande entre Berlin et Moscou des années trente à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pour sa part, Michael SALEWSKI démontre que l'opération *Weserübung* est une pure agression. L'amiral Raeder voulait accroître les possibilités d'action des unités de surface et plus encore celles des sous-marins.

La mise en place de la domination étrangère constitue l'étape suivante du parcours historique. Robert BOHN insiste sur la part de l'inattendu dans l'installation d'un Reichskommissar à Oslo. Helge PAULSEN étudie la lutte d'influence, sans vainqueur ni vaincu, que se sont livrés le pouvoir civil et le pouvoir militaire en Norvège. Arnim LANG complète le tableau en faisant ressortir la superposition des autorités. Hans Fredrik DAHL s'intéresse au rôle de Quisling. Des liens privilégiés se sont noués entre lui et le Führer. Il n'empêche qu'il n'a jamais réussi à s'imposer dans son pays.

Quatre rapports traitent alors de la guerre et de la politique. Thomas MAGNUSSEN suit le cheminement des relations extérieures suédoises. Elles passent d'une « politique de neutralité nordique active » à un repli frileux sur les seuls intérêts nationaux, antérieurement aux événements d'avril 1940. De son côté, Jürgen ELVERT offre une échappée en Irlande. Sa neutralité est finalement respectée parce qu'à aucun moment elle ne devient un enjeu important. Einhart LORENZ se penche sur les activités et les vicissitudes des réfugiés politiques en Scandinavie, au nombre de 195.000 à la fin de la guerre. Kurt JÜRGENSEN relate les circonstances et la portée de la capitulation signée à Lüneburger Heide le 4 mai 1945 et entrée en vigueur le lendemain. L'île de Bornholm y était incluse. Mais les Soviétiques l'ont occupée le 9 et ne l'ont évacuée que le 16 mars 1946.

L'attention se porte ensuite sur les intérêts économiques. Fritz PETRICK remet en mémoire que l'industrie sidérurgique allemande – essentielle pour l'économie de guerre – dépend des fournitures de l'étranger et montre la contribution fournie par la Scandinavie. Claus WOHLERT constate que la pratique de la neutralité découle moins du droit international que du rapport des forces en présence et Martin FRITZ illustre cette réalité par l'exemple de la Suède.

Ce fort intéressant volume s'achève avec cinq communications sur les politiques d'occupation et les réalités de l'occupation. Terje HALVORSEN retrace l'éclosion progressive de la résistance norvégienne. Kristian OTTOSEN dresse l'inventaire des camps de travail et des camps de concentration en Norvège. Leur population a compté plus de 100.000 prisonniers soviétiques. Quelque 40.000 Norvégiens ont été déportés, dont un quart en Allemagne. Brosse le panorama danois revient à Henning POULSEN. La situation du pays est unique en Europe occupée. S'établit une « coopération d'Etat » dont Aage TROMMER précise les tenants et les aboutissants qui ont des prolongements jusqu'au terme de l'occupation. Enfin Henrik Skov KRISTENSEN montre fort bien que les avatars danois de la guerre aérienne reflètent l'évolution générale de l'emploi de l'aviation dans le camp des Alliés.

Bref, au bout du compte, un volume qui mérite largement de figurer dans les bibliothèques. Peut-être peut-on simplement regretter le silence sur le rôle – ou l'absence de rôle – du renseignement au moment des opérations d'avril 1940.

Jean VANWELKENHUYZEN, Brüssel

Élisabeth DU RÉAU, Edouard Daladier 1884–1970, Paris (Fayard) 1993, 581 S. (Pour une histoire du XX^e siècle).

Wie kaum ein anderer Politiker der Dritten Republik ist Edouard Daladier nach dem Zweiten Weltkrieg für die französische Niederlage gegen das nationalsozialistische Deutschland verantwortlich gemacht worden. Den Gaullisten galt er als einer der »Totengräber Frankreichs« (André Géraud), weil er das Land zwischen 1938 und 1940 in die Niederlage geführt habe. Die Kommunisten griffen ihn an, weil er 1939 nach dem Hitler-Stalin-Pakt und